

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Paris, le 11 mars 2014

Unité territoriale du Val-de-Marne

Référence : DRIEE-IF/UT94/2014/CESSPVMO/AJ/213

Affaires : APC#SEC@CESP2013  
Identification IED  
Cessation TAR

S3IC : 65-6552  
N° dossier : 94-10020  
N° HELIOS : 24750

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :**  
Rapport de présentation au CODERST d'un  
arrêté réglementant l'ensemble des installations  
du site.

**Exploitant concerné :**  
SANOFI VITRY  
SANOFI CHIMIE-CENTRE DE PRODUCTION  
SANOFI RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SANOFI
Adresse géographique	9-13 Quai Jules Guesde 94400 Vitry-sur-Seine
Activité	Fabrication de matières actives pharmaceutiques et centre de recherche
Régime	A (Prioritaire eau / sensible SSP – Zone inondable – AP du 25/05/2010)
Rubriques ICPE principales	R 1110-2 [A], R 1111-1-b [A], R 1111-2-b [A], R 1111-3-b [A], R 1130-2 [A], R 1171-1-b [A], R 1171-2-b [A], R 1175-1 [A], R 1212-3-a [A], R 1420-2 [A], R 1432-2-a [A], R 1433-B-a [A], R 1434-2 [A], R 1450-2-a [A], R 1715-1 [A], R 2120-1 [A], R 2260-2-a [A], R 2620 [A], R 2910-A-1 [A], R 2915-1-a [A], R 3110 [A], R 3450 [A]

RÉFÉRENCES	
Documents transmis par l'exploitant	- Courrier du 31/10/2013 relatif à la déclaration du « statut IED » des installations. - Courriers du 07/01/2014 et du 23/01/2014 informant l'inspection et le préfet de la cessation d'activité de la tour aéroréfrigérante.
Contacts	
Références préfecture	Bordereau du 31/01/2014



Certificat A1607  
Champ de certification  
disponible sur demande

Le présent rapport propose une mise à jour de l'arrêté préfectoral réglementant l'ensemble des activités du site de l'établissement exploité par la société SANOFI CHIMIE sur le territoire de la commune de Vitry-sur-Seine. Il prend également acte du positionnement de l'exploitant au regard des rubriques relatives à l'application de la directive IED. Il propose de saisir, pour avis, le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

## 1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

### 1.1 Données administratives

La réglementation applicable aux installations est énoncée ci-dessous :

- 1<sup>er</sup> AP d'autorisation = 26/07/1966
- AP POI : 21/07/1986
- AP RSDE : 21/12/2009
- AP d'exploitation en vigueur du 25/05/2010
- APC rejets eau du 18/01/2012.
- AP : 20/12/2006 et APC : 25/06/2009 REA Centre de recherche
- APC réhabilitation GPO1 : 15/05/2013

Suite aux dernières modifications réalisées dans l'établissement et prises en compte par l'inspection, l'établissement est classé selon les rubriques suivantes :

Rubriques	Alinéa	AS, A, E D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volumes autorisés
1110	2	A	Fabrication industrielle de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exception des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	250 kg
1111	1-b	A	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exception des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations solides: la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 20 t.	1250 kg
1111	2-b	A	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exception des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations liquides: la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 Kg, mais inférieure à 20 t	500 kg
1111	3-b	A	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exception des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Gaz et gaz liquéfiés: la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 Kg, mais inférieure à 20 t.	100 kg
1130	2	A	Fabrication industrielle de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 t.	5 t
1131	1-c	D	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations solides: la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	10 t
1131	2-c	D	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations liquides: la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	2 t
1131	3-c	D	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Gaz ou gaz liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t.	1 t
1136	B-c	D	Emploi d'Ammoniac, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t.	800 kg

Rubriques	Alinéa	AS, A, E D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volumes autorisés
1141	3-b	D	Stockage ou emploi du chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié, en récipients de capacité inférieure ou égale à 37 kg, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 1 tonne.	200 kg
1171	1-b	A	Fabrication industrielle de substances ou préparations très toxiques pour les organismes aquatiques -A-, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 t.	500 kg
1171	2-b	A	Fabrication industrielle de substances ou préparations toxiques pour les organismes aquatiques -B-, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 t.	5 t
1172	3	NC	Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'environnement- A-, très toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	15 t
1173	3	NC	Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 t	65 t
1175	1	A	Emploi ou stockage de liquides organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et des substances ou mélanges classées dans une rubrique comportant un seuil AS. La quantité de liquides organohalogénés susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1500 litres.	20 m³
1185	2-a	DC	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visés par le règlement (CE) n°105/2009. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	10 000 kg
1212	3-a	A	Emploi et stockage de Peroxydes organiques et préparations en contenant du groupe de risques Gr1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 kg mais inférieure à 10 t.	500 kg
1220	3	D	Emploi et stockage d'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t.	12 t
1420	2	A	Emploi ou stockage d'Amines inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg, mais inférieure à 200 t.	2500 kg
1432	2-a	A	Stockage en réservoirs manufacturés de Liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³.	712 m³
1433	B-a	A	Installations de mélange ou d'emploi de Liquides inflammables, lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables susceptible d'être présente est supérieure à 10 t.	100 t
1434	2	A	Installations de chargement ou de déchargement de liquides inflammables desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	/
1450	2-a	A	Emploi ou stockage de solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	2 t
1510		NC	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des Entrepôts couverts, à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public, le volume des entrepôts étant supérieur 5 000 m³, mais la quantité stockée est inférieure à 500 t.	10 610 m³ < 500 t
1523	C-1-b	D	Stockage ou emploi de soufre et mélanges à teneur en soufre supérieure à 70 %. Stockage en vrac ou emploi de produits pulvérulents dont l'énergie minimale d'inflammation est inférieure ou égale à 100 mJ. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 2,5 t.	1 t
1611	2	D	Emploi ou stockage d'acides acétique à plus de 50 % en poids d'acide, chlorhydrique à plus de 20 %, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride acétique. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t.	160 t
1630	B-2	D	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t.	90 t
1715	1	A	Utilisation et entreposage de substances radioactives sous forme de sources scellées ou non scellées, la valeur de Q est égale ou supérieure à 1.10⁴.	/
1810	3	D	Fabrication, emploi ou stockage des substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 100 t.	2,50 t

Rubriques	Alinéa	AS, A, E D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volumes autorisés
1820	3	D	Substances ou préparations dégageant des gaz toxiques au contact de l'eau (fabrication, emploi ou stockage des), à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 50 t.	<b>2,5 t</b>
2120	1	A	Etablissements d'élevage, vente, transit, garde, fourrières, etc., de plus de 50 chiens.	<b>100 chiens installation conservée en secours</b>
2260	2-b	D	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. Traitement et transformation non destinés à la fabrication de produits alimentaires. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	<b>200 kW</b>
2515	2-b	D	Installation de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance installée des installations, étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW.	<b>45 kW</b>
2620		A	Sulfurés (ateliers de fabrication de composés organiques) : mercaptans, thiols, thioacides, thioesters, etc., à l'exception des substances inflammables ou toxiques	<b>/</b>
2680	1	D	Installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des Organismes génétiquement modifiés, à l'exclusion de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché conformément au titre III du livre V du code de l'environnement et utilisés dans les conditions prévues par cette autorisation de mise sur le marché. Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 1.	<b>/</b>
2910	A-1	A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771, Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW.	<b>51,3 MW</b>
2910	A-2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771, Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	<b>Groupes électrogènes 10 MW</b>
2915	1-a	A	Procédés de Chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides et si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 1 000 litres.	<b>1400 litres</b>
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	<b>100 kW</b>

Par ailleurs, le site est en zone inondable, est concerné par la réglementation IED (Ex IPPC), est situé dans les zones d'effet de DELEK et est inscrit dans la base de donnée BASOL.

## 1.2 Situation

- L'usine de Vitry-sur-Seine a été construite en 1909 par les établissements POULENC FRERES. Elle a été mise en service peu avant 1914.
  - Actuellement, l'établissement SANOFI, à Vitry-sur-Seine, s'étend sur une superficie de 23,6 hectares et est constitué de 2 entités :
    - Le Centre de production (CPV) situé au 9 quai Jules Guesde rattaché à la société SANOFI CHIMIE.
    - Le Centre de recherche (CRV), situé au 13 quai Jules Guesde rattaché à la société SANOFI-AVENTIS Recherche-Développement.
- Les effectifs sont d'environ 300 personnes pour le CPV et 1400 personnes pour le CRV.

- Depuis le début de l'année 2008, le site a abordé une phase de reconversion qui a vu l'arrêt progressif des synthèses chimiques et biochimiques de produits.
- Les grands ateliers de production ont cessé leurs activités au 31/12/2011.  
Les activités du CPV ne comprennent plus que deux ateliers en fonctionnement :
  - Le bâtiment HAP et Gay Lussac pour la synthèse de produits anti-cancéreux.
  - Les bâtiments JACOB (anciennement BIOLAUNCH) pour la synthèse de molécules issues des biotechnologies.

L'établissement comprend, également, plusieurs installations communes aux différents ateliers :

- Une aire de stockage des liquides inflammables.
  - Un entrepôt de stockage pour les produits chimiques.
  - Une chaufferie.
  - Une centrale de réfrigération à l'ammoniac.
- Toutes les démolitions de bâtiments sont quasiment terminées. Au fur et à mesure des démolitions des diagnostics de la pollution sont réalisés, ainsi que les plans de gestion correspondant. Des travaux de dépollution ont déjà été réalisés sur plusieurs zones du site.
  - Un suivi de la qualité des eaux de nappe est réalisé trimestriellement et des essais relatif au confinement et au traitement des nappes d'eaux souterraines sur le site sont en cours de réalisation.
  - Une surveillance des rejets aqueux et atmosphériques est réalisée périodiquement.

## 2 DIRECTIVE IED

### 2.1 Rappel du contexte réglementaire

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

En application de la directive IPPC, des documents de référence (BREF) définissant les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux différentes activités visées par la directive ont été adoptés par la commission. Le chapitre II de la directive « IED » a été transposé en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par les décrets n° 2013-375 du 2 mai 2013 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des ICPE afin de mieux identifier les installations visées par la directive « IED ».

De manière générale, les établissements qui relevaient de la directive « IPPC » entrent dans le champ d'application de la directive « IED ». La directive prévoit la révision des documents de référence (BREF) et la publication au journal officiel de l'union européenne des conclusions sur les MTD correspondantes.

La parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF relatif à la rubrique principale déclenche le réexamen des conditions d'exploitation et impose à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement et si l'installation est concernée, du rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines prévu à l'article R 515-81.

L'ensemble de ces établissements a été sollicité et invité à se positionner sur les rubriques 3000, le choix de la rubrique principale et sur les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREFS associés.

### 2.2 Proposition de l'exploitant et analyse de l'inspection

La société SANOFI CHIMIE dont le siège social est situé au 9 rue du Président Salvador Allende, 94250 Gentilly, exploite à Vitry-sur-Seine des activités actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 25/05/2010.

Conformément à l'article L.513-1 du Code de l'Environnement, la société SANOFI CHIMIE a sollicité, par courrier du 31/10/2013, le bénéfice des droits acquis pour les rubriques suivantes :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	66,3 MW	A
3450	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires.	La capacité des installations étant de 5250 kg/an	A

A : autorisation

En application de l'article R.515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a également déclaré la rubrique principale et le document BREF relatif à cette rubrique :

- Rubrique principale : **3450**
- Document BREF relatif à la rubrique principale : **OFC** (Bref d'août 2006 produits de chimie organique fine)

L'inspection des installations classées valide le classement selon les rubriques 3000 proposé par l'exploitant, notamment la rubrique principale – 3450 – ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF correspondants.

A ce jour, le BREF OFC relatif à l'activité principale n'a pas été révisé et les conclusions n'ont pas été publiées.

### 3 SORTIE DU STATUT « SEVESO »

Par lettre du 05/05/2011, SANOFI a transmis un état des substances encore présentes dans l'établissement suite à l'arrêt de plusieurs fabrications de médicaments. Un examen des quantités stockées, vis-à-vis du régime SEVESO a été réalisé, selon les seuils et règles d'additivité définies aux annexes I et II de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié. Au terme de cet examen, l'exploitant a conclu que le site de Vitry-sur-Seine se plaçait désormais en dessous des critères SEVESO seuil-bas. L'inspection a pris acte de la sortie du régime SEVESO seuil-bas, dans son rapport du 27/10/2011 et la préfecture du Val-de-Marne dans son courrier du 18/11/2011.

Les rapport et courrier précités devront être mentionnés dans les visas de l'arrêté.

### 4 CESSATIONS D'ACTIVITÉS

#### 4.1 La tour aéroréfrigérante

Par courrier du 23/01/2014, SANOFI a transmis une notification de cessation d'activité pour son installation de refroidissement, classée selon la rubrique n°2921-1-b soumise à déclaration.

L'exploitant a mis son site en sécurité conformément aux dispositions de l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement. La tour aéroréfrigérante a été complètement supprimée.

#### 4.2 L'incinérateur de déchets

L'incinérateur de déchets est à l'arrêt depuis le 31/12/2013. Un dossier de notification de cessation d'activité est actuellement, en cours de réalisation.

### 5 MISE À JOUR DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Suite à l'arrêt de l'exploitation des installations de synthèses chimiques et biochimiques du site au 31/12/2011, il est apparu nécessaire de mettre à jour l'arrêté préfectoral réglementant les installations du site, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- les rejets aqueux dont le volume a fortement diminué et dont la qualité a été améliorée, avec notamment la suppression des rejets en solvants et en phosphore.
- la suppression de deux installations du site, la tour aéroréfrigérante et l'incinérateur de déchets.
- le classement des installations suite à la suppression de ces installations et au changement de régime, passage d'autorisation à déclaration, de plusieurs rubriques.

Le présent projet d'arrêté préfectoral, permet, par ailleurs, d'entériner le nouveau classement du site, au regard des rubriques « 3000 » relatives à la directive IED, comme explicité ci-dessus, et de prendre en compte les prescriptions des arrêtés ministériels suivants :

- 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- 12 octobre 2011 relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931.

De plus, l'établissement prélevant de l'eau en Seine et en nappe, le projet d'arrêté actualise les conditions relatives aux mesures à mettre en place en cas de sécheresse.

Enfin l'établissement ayant réduit de façon substantielle ses émissions de COV (composés organiques volatils) il n'a plus à être soumis à des prescriptions particulières concernant les émissions de COV en cas d'alerte pollution relative au polluant « ozone » au titre de l'arrêté interpréfectoral d'alerte du 27 octobre 2011.

Le présent projet d'arrêté, réglementant l'ensemble des installations, abroge et remplace les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 25/05/2010 et du 18/01/2012.

Néanmoins, les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants, liés à des problématiques particulières, restent applicables :

- AP POI : 21/07/1986
- AP RSDE : 21/12/2009
- AP : 20/12/2006 et APC : 25/06/2009 REA Centre de recherche
- APC réhabilitation GPO1 : 15/05/2013

## 6 CONCLUSIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées propose de soumettre, le projet d'arrêté, ci-joint, à l'avis du CODERST.

Par ailleurs, par courrier du 23/01/2014 SANOFI a transmis la notification de cessation d'activité pour l'exploitation de la tour aéroréfrigérante soumise à déclaration, sous la rubrique n°2921-1-b. Elle répond aux dispositions de l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement. L'inspection des installations classées propose de délivrer le récépissé de cessation d'activité.

Le nouveau classement du site est le suivant :

R 1110-2 [A],	R 1715-1 [A]	R 1185-2-a [DC]
R 1111-1-b [A]	R 2120-1 [A]	R 1220-3 [D]
R 1111-2-b [A]	R 2620 [A]	R 1523-C-1-b [D]
R 1111-3-b [A]	R 2910-A-1 [A]	R 1611-2 [D]
R 1130-2 [A]		R 1630-B-2 [D]
R 1171-1-b [A]	R 3110 [A]	R 1810-3 [D]
R 1175-1 [A]	R 3450 [A]	R 1820-3 [D]
R 1212-3-a [A]		R 2515-2 [D]
R 1420-2 [A]	R 1131-1-c [D]	R 2680-1 [D]
R 1432-2-a [A]	R 1131-2-c [D]	R 2910-A-2 [DC]
R 1433-B-a [A]	R 1131-3-c [D]	R 2915-1-a [D]
R 1434-2 [A]	R 1136- B-c [D]	R 2925 [D]
R 1450-2-a [A]	R 1141-3-b [D]	

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement

**SIGNE**

Vérificateur

L'inspecteur de l'environnement

**SIGNE**

**Jean BOURGEOIS**

Approbateur

Pour le directeur et par délégation,  
le chef du pôle risques chroniques et  
qualité de l'environnement

**SIGNE**

**Benoît JOURJON**